

**Mommersteeg**

verrait en fait vidé de sa substance, ce qu'en tout état de cause je ne puis admettre.

**M. le Président.** — La parole est à M. Scarascia Mugnozza.

**M. Scarascia Mugnozza, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (I) Permettez-moi, Monsieur le Président, d'exprimer mon désaccord à propos de cet amendement. En effet, les derniers mots du paragraphe 7 a) « et devra être conçu de façon à établir un lien organique avec l'ensemble du mécanisme communautaire » revêtent à mon sens un grand intérêt, ils sont même essentiels, me semble-t-il, car il ne faut pas oublier l'ensemble des discussions qui se sont déroulées dans les différentes enceintes et les nombreuses déclarations qui ont été faites au moment de la polémique que vous savez à propos du secrétariat politique, de son siège, de ses fonctions, etc. Il a été dit, entre autres, que le secrétariat politique devrait être une sorte de central téléphonique destiné à maintenir le contact entre l'ensemble des institutions communautaires. Or, je ne crois pas que le secrétariat politique puisse se limiter à ce rôle de central téléphonique, puisqu'il est évident qu'il devra être à la disposition de toutes les institutions communautaires. C'est pourquoi il me semble que cette phrase est vraiment essentielle pour en déterminer les fonctions.

**M. le Président.** — La parole est à M. Radoux.

**M. Radoux.** — Monsieur le Président, je remercie le représentant de la Commission de sa communication. Elle me permet de donner une précision à la fois en ce qui concerne le paragraphe 7 et le paragraphe 8. M. Scarascia Mugnozza vient, en effet, de confirmer ce que M. le Rapporteur a dit tout à l'heure, à savoir que toutes ces questions sont extrêmement délicates et c'est pourquoi nous n'avons pas voulu, dans cette résolution, mêler tout ce qui devait ou pouvait faire l'objet de rapports séparés ; nous avons voulu, je le répète, nous limiter à donner un cadre, et c'est pourquoi nous sommes en faveur de cet amendement. Croyez-le, Monsieur le Représentant de la Commission, et dites à vos collègues que si Paris vaut bien une messe, pour nous, socialistes, je vous le déclare au nom de mon groupe, la Commission vaut bien un rapport spécial.

**M. le Président.** — La parole est à M. Bertrand.

**M. Bertrand.** — (NL) Je me vois contraint d'exprimer mon désappointement à l'égard de l'attitude très vague du groupe socialiste de ce Parlement vis-à-vis de l'évolution future de la Communauté. Jusqu'à présent, j'avais toujours cru que le groupe socialiste était partisan du développement de la Communauté, mais voilà que nous apprenons par la bouche de son président faisant fonction qu'il n'en est rien. J'aimerais

savoir si le groupe socialiste estime qu'un secrétariat éventuel ne devra pas être conçu conformément au plan Fouchet, mais de façon à établir un lien organique avec l'ensemble du mécanisme communautaire. C'est une nécessité politique de savoir si les socialistes défendent toujours ce point de vue.

*(Applaudissements sur les bancs des démocrates-chrétiens ainsi que des libéraux et apparentés)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Radoux.

**M. Radoux.** — Monsieur le Président, la réponse que je venais de donner à M. Scarascia Mugnozza était déjà une réponse à la question posée par M. Bertrand. Puisque M. Bertrand veut une précision, je déclare nettement qu'en ce qui me concerne en tout cas — et bien que je ne l'aie pas consulté, je crois pouvoir le dire également au nom de mon groupe — la réponse est sans réserve : « Oui, c'est dans un cadre communautaire ».

**M. Bertrand.** — N'empêche que vous votez l'amendement !

**M. le Président.** — La parole est à M. Dalsager.

**M. Dalsager.** — (DK) Monsieur le Président, nous assistons à une discussion intéressante et je tiens à souligner ce qu'a dit M. Radoux, c'est-à-dire que notre groupe pense que nous devons renforcer cette coopération européenne. Et j'ajoute qu'après avoir assisté ce soir au débat du Parlement en tant que nouveau membre, je n'aurais pas pensé, avant d'y entrer, que le sérieux était ce qui dominait à l'assemblée. J'aimerais aussi vous rendre attentifs au fait que certains pensent que cette Communauté doit s'élargir à d'autres pays et à cet égard, je puis vous donner l'assurance que le résultat négatif du référendum norvégien, ainsi que le refus suédois de participer à cette coopération, etc., nous ont fortement impressionnés, nous autres Danois. Bien sûr, on peut voter dans cette assemblée ce que l'on veut, mais si l'on vote cette résolution, il faut savoir d'avance que l'on se trouvera dans une situation où le droit de veto, s'il n'est certes pas institué — mais dont il a été question précédemment —, sera appliqué, appliqué en ce sens que les ministres des affaires étrangères n'accepteront jamais ce document tel qu'il est rédigé.

**M. le Président.** — Je mets aux voix l'amendement n° 5.

L'amendement n° 5 est rejeté.

Je mets aux voix le paragraphe 7.

Le paragraphe 7 est adopté.

Sur le paragraphe 8, je suis saisi d'un amendement n° 2 présenté par M. Bousquet, au nom du groupe de l'UDE, et dont voici le texte :